

M. Pearson a également fait mention des deux autres éléments de la "stratégie" du Premier ministre: la nécessité de conclure des accords destinés à mettre fin aux essais en vol de tous les nouveaux vecteurs stratégiques et de limiter, puis progressivement réduire les dépenses militaires consacrées à tous les nouveaux systèmes d'armes nucléaires stratégiques, mesures qu'appuyeraient les méthodes de vérification appropriées.

Par ailleurs, la réduction équilibrée des dépenses militaires dans un contexte bilatéral, régional ou même mondial, pourrait selon le porte-parole canadien, présenter des avantages considérables. Si l'on veut progresser dans ce domaine, il faudra cependant être davantage disposé à communiquer des renseignements et à reconnaître la nécessité de vérifications adéquates.

M. Pearson a rappelé que les quatre cinquièmes des 400 milliards de dollars consacrés aux armements chaque année vont aux armes dites classiques. Il serait bon que le Comité du désarmement accorde davantage d'attention à cette question, l'objectif étant d'instaurer la même sécurité à un niveau d'armement inférieur et d'introduire des restrictions sur la production ainsi que sur les transferts d'armes.

M. Pearson a évoqué l'exemple unique sur le plan des démarches régionales en matière de désarmement donné au reste de la communauté internationale par les pays d'Amérique latine grâce au Traité de Tlatelolco et à la Déclaration d'Ayacucho. À titre d'exemple, il a aussi mentionné les mesures propres à renforcer la confiance intégrées à l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

En attendant que soit terminé par les États-Unis et l'URSS le projet conjoint de traité régissant les armes chimiques destiné à être présenté au Comité du désarmement, M. Pearson a répété que le Canada espérait vivement que lors de sa réunion au début de l'année prochaine, le Comité se penchera sur des domaines où il y a déjà entente dans une large mesure, par exemple sur la portée du futur traité.